



➡ Des syndicats turcs convoquent une grève face à la recrudescence de la répression

Geplaatst op dinsdag 18 juni 2013 | 

 SHARE

Les centrales syndicales nationales turques DISK et KESK ont lancé une grève nationale aujourd'hui tandis que le gouvernement du Premier ministre Erdogan intensifie la répression violente des manifestations contre son régime autoritaire. Cinq personnes ont trouvé la mort et quelque 7 500 ont été blessées à la suite des attaques répétées de la police contre les manifestants, faisant usage de gaz lacrymogène et les passant à tabac violemment. Le ministre de l'Intérieur, Muammer Guler, aurait déclaré la grève 'illégale'.

'M. Erdogan ne semble vouloir que la confrontation, au lieu d'engager le dialogue pour répondre aux revendications légitimes des syndicats, des écologistes et d'autres personnes qui n'acceptent pas son comportement dictatorial. La voie qu'il suit sape gravement la démocratie turque et ne fera qu'accroître les divisions. Nous l'exhortons à mettre fin à la violence de la police à l'encontre de personnes innocentes et à manifester un respect des sentiments profonds et sincères de millions de Turcs et de Turques face au comportement autoritaire et agressif adopté par le gouvernement', a affirmé la secrétaire générale de la CSI, Sharan Burrow.

Le Premier ministre Erdogan a condamné les médias étrangers, les 'terroristes', voire les médias sociaux suite à la vague de protestations en Turquie. Dans le cadre de mesures qui aviveront, sans aucun doute, les tensions, Erdogan a convoqué des rassemblements massifs de ses propres partisans pour dénoncer ceux qui protestent contre ses politiques.

Des organisations représentant des ingénieurs, des médecins et des dentistes ont annoncé leur intention de se joindre à la grève. Le personnel médical qui a soigné les manifestants a été détenu par la police ces derniers jours. Des milliers d'avocats ont interrompu leur travail, la semaine dernière, pour protester contre la détention par la police de 60 de leurs collègues.

'L'historique de la Turquie en matière de droits du travail et d'autres droits civils s'est aggravé depuis un certain temps. La Turquie a emprisonné davantage de journalistes que tout autre pays au cours des dernières années. Les mesures du gouvernement accroissent les divisions et portent un grave préjudice au tissu même de la société et de l'économie de la Turquie', a indiqué Sharan Burrow.

[Pour adhérer à la campagne de LabourStart sur la Turquie](#)

[Vidéo de la police donnant des coups de pied sur la tête d'un détenu.](#)

[Rapport d'Equal Times en direct de la place Taksim.](#)

CSI - 17 juin 2013

La CSI représente 175 millions de travailleurs/euses au travers de 315 organisations affiliées nationales dans 156 pays et territoires.

Suivez-nous sur le web: <http://www.ituc-csi.org> et <http://www.youtube.com/ITUCCSI> .